
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CLV.

Du Mercredi 9 Décembre 1789.

Séance du lundi soir.

IL existe depuis long-temps, à ce qu'il paroît, des germes de division entre les habitans de la ville de Toulon & la marine de ce port; & les suites de la révolution actuelle, au lieu de les faire évanouir, n'ont servi qu'à augmenter la fermentation des esprits.

Le peuple de Toulon, aussi brave que généreux, fait pardonner les injures comme il fait résister à l'oppression; il a vu le 4 Novembre une sentinelle nationale couchée en joue par un officier du régiment de Dauphiné, costumé en chasseur, & porteur d'une cocarde noire; il a entendu qu'un autre officier a menacé de faire prendre les armes à sa troupe, si on ne laissoit sortir de la ville celui qui avoit insulté la sentinelle; il a entendu que le commandant de la marine a dit à la garde nationale en députa-
tion chez lui, des propos très-injurieux.

Qu'a fait le peuple, qu'a fait la garde nationale dans des circonstances aussi critiques? ils ont demandé justice à l'assemblée nationale, & le comité des rapports est chargé de rendre compte de ces premiers événemens.

Tom. V.

E

Il s'en présente aujourd'hui de nouveaux. Au milieu de la fermentation générale, causée à Toulon par les propos injurieux imputés au commandant, celui-ci a renvoyé, le 30 décembre, deux maîtres charpentiers pour cause de mécontentement (selon lui); le lendemain premier décembre, les troupes de la marine sont sur pied, les bourgeois se mettent sous les armes, & l'insurrection devient générale. Il est prétendu que le peuple a accusé un officier d'avoir voulu faire tirer sur le peuple, & qu'un aide-major de la marine a reçu en même-temps ordre du général de réclamer la loi martiale, que les consuls ont eu la sagesse de refuser; mais on ne fait pas encore d'une manière positive les faits qui ont donné lieu à cette dernière révolution. Ce qu'il y a de certain, c'est que MM. d'Albert, de Rioms, de Castellet, de Bonneval, de Broglio, & de Village, commandant & officiers de la marine, ont été mis en prison, retirés aussi-tôt par les ordres du consul, & de là conduits dans un hôtel où ils sont gardés à vue. On assure que M. de Bonneval a reçu deux coups de sabre, & que les soldats des deux régimens ont refusé de soutenir la marine : circonstance heureuse, sans laquelle Toulon auroit été livré au plus affreux désordre.

Après la lecture de quelques pièces envoyées par le ministre, & qui ne satisfont pas sur les détails de cette malheureuse affaire, M. de Vaudreuil a pris la parole. Après avoir attesté la valeur & la prudence de M. d'Albert, sous les ordres duquel il avoit servi, il a demandé qu'on suppliât le roi de donner des ordres pour faire informer contre les auteurs de cet emprisonnement.

M. Ricart de Séalt, député de Provence, après avoir rapporté les faits dans le plus grand détail, a observé qu'il n'étoit point de la justice & de la sagesse de l'assemblée de prononcer sur des faits sur lesquels ni les officiers détenus, ni le conseil municipal, ni le comité permanent, ni la garde nationale, ni le peuple, ne se sont faits entendre. Il a de-

mandé.

reçu le

Il étoit

des officiers

décrot

la gard

M. C

d'énerg

sible, a

antérie

étoient

singulier

les mêm

Marsei

projet

annonc

est fan

un or

signal

de no

bien p

juger

& le

citoye

M.

tenda

que c

vriers

du po

dant

trepr

l'adm

main

"

un c

mandé l'ajournement de l'affaire au jour que l'on auroit reçu le procès-verbal de la municipalité.

Il étoit difficile que M. l'abbé de Bonneval, frère de l'un des officiers détenus, fût impartial; aussi il a demandé un décret qui improuvât la conduite de la municipalité & de la garde nationale de Toulon.

M. Charles de Lameth est celui qui a parlé avec le plus d'énergie. « Le rapport du ministre est d'une partialité sensible, a-t-il dit, puisqu'il ne dit pas à l'assemblée les faits antérieurs à la détention des officiers, & qui cependant lui étoient essentiellement liés. Ce sont des circonstances bien singulières, que les disputes sur la cocarde nationale soient les mêmes & à la même époque à Paris, à Versailles, à Marseille, à Toulon, & dans d'autres villes frontières. Le projet d'arborer la cocarde noire étoit donc concerté, & annonçoit de tous côtés une contre-révolution. Une cocarde est sans doute peu de chose en elle-même, mais elle devient un ornement respectable, dès qu'il est adopté comme le signal de la liberté. Je pense qu'il est nécessaire d'attendre de nouveaux éclaircissémens, & se défier des ennemis du bien public, *qui ne sont pas encore terrassés*. Sans entendre juger prématurément M. d'Albert, dont j'honore le courage & le service, je pense qu'il ne faut pas condamner les citoyens de Toulon sans les entendre.

M. Malhouet étoit bien propre, par ses fonctions d'intendant de la marine, à éclairer l'assemblée. Il a prétendu que cette insurrection avoit été excitée par les deux ouvriers renvoyés, qui avoient amenté les autres ouvriers du port, irrités depuis quelques mois contre le commandant, parce qu'il avoit donné tous les ouvrages à l'entreprise. Il a conclu à la réparation la plus éciatante & à l'admission de cinq articles d'un projet de décret tendant à maintenir l'autorité des commandant & officiers.

« Une insurrection ne doit jamais être regardée comme un crime, a dit M. de Menou, lorsqu'elle est une résis-

tance légitime à l'oppression. J'adopte la motion de l'ajournement. M. Emeri a opiné de même à ajourner en élargissant provisoirement les officiers détenus.

Cette opinion est devenue la plus générale ; elle a été adoptée malgré les amendemens qui y ont été adoptés. Les débats ont été tumultueux, comme il arrive, lorsque quelque affaire vient réveiller l'ancien esprit de corps. Enfin, les amendemens ont été rejetés, & le décret suivant a été rendu vers les onze heures & demie.

» L'assemblée nationale a chargé le comité des rapports de prendre les instructions les plus précises sur les événemens qui ont eu lieu dans la ville de Toulon, a ajourné la délibération jusqu'au moment où les instructions seront acquises ; & cependant son président se retirera devers le roi pour demander à sa majesté qu'elle donne les ordres nécessaires pour que les officiers détenus soient mis en liberté. »

Séance d'hier.

Parmi les adresses, dont on a fait lecture, on a distingué celle de la ville de Nantes, relative à la conduite de la chambre des vacations du parlement de Rennes. L'excellence des principes qu'elle contient, & les sentimens de patriotisme dont elle est remplie, ont engagé l'assemblée à ordonner quelle seroit imprimée (1) ; elle a donné lieu ensuite à plusieurs motions, d'où est résulté le décret suivant.

» L'assemblée a décrété que M. le président se retirera par-devers le roi pour savoir si le parlement de Rennes a transcrit sur ses registres le décret de l'assemblée concernant la prorogation des vacances de tous les parlemens de France. »

(1) L'abondance des matières nous oblige à renvoyer cette adresse intéressante au numéro suivant.

D'autres Membres ont demandé si les Parlemens de Dijon & de Pau avoient enregistré, & sur les réponses faites par des Députés de ces provinces, on s'est borné à demander si la Chambre des Vacations de Rouen avoit été renouvelée, conformément au décret du 10 Novembre.

M. le Garde-des-Sceaux a envoyé des Lettres-patentes scellées, expédiées sur le décret, du 2 de ce mois, concernant les anciennes municipalités; il a envoyé en même temps une copie de la lettre écrite par le duc regnant des Deux-Ponts, à M. de Montmorin, en date de Calberg, du 26 novembre dernier, avec une copie du mémoire directorial, porté à la direction du cercle du Haut-Rhin, à Francfort, sous la date du 20 novembre. M. de Montmorin fait connaître à l'Assemblée l'effet que les arrêtés du 4 ont produit sur l'esprit des Princes de l'Empire qui ont des possessions en Alsace. Le ministre des affaires étrangères n'a pas oublié de dire que ces réclamations sont fondées sur les traités qui ont uni l'Alsace & la France. Il y a apparence que l'Assemblée Nationale ne fera pas une loi particulière pour les différentes provinces qui sont sous la domination française; & qu'on ne dérogera pas davantage pour les Allemands que pour les Malthais, aux décrets qui ont aboli le régime féodal. Le premier caractère de la loi est d'être une, & les statuts territoriaux ne doivent jamais établir des différences.

L'ordre du jour a ramené la fin des articles sur les assemblées municipales & de département. Voici le premier article, tel qu'il a été décrété sans réclamation.

« Ceux qui seront employés à la levée des réclamations indirectes, tant qu'elles subsisteront, ne pourront être en même temps membres de département & de district. »

Un autre article portoit ces mots:

« Ceux qui occuperont des offices de judicature ne pourront être en même temps membres du directoire du département & du district. »

E

M. Mongeon s'est élevé avec force contre cette seconde exclusion donnée à la magistrature ; il soutenoit qu'il n'y avoit pas d'identité entre la question des municipalités & celle des départemens ; que la distinction des pouvoirs ne devoit pas être aussi rigoureusement suivie en matière d'administration , & qu'on ne pouvoit point enlever le droit de citoyen aux magistrats , de même qu'on ne pouvoit violer la liberté des électeurs.

M. Lanjuinais insistoit sur l'exclusion des juges ; il pensoit que la destruction des justices seigneuriales alloit leur donner les plus grands travaux , & que le pouvoir des magistrats alloit s'accroître en ce qu'ils connoitroient de toutes les matières , & qu'ils seroient en plus petit nombre qu'auparavant. M. Gourdan a seulement demandé qu'on substituât le mot *place* au mot *office* , & l'article déjà annoncé a été décrété avec le seul changement du mot *place*.

M. Target a proposé ensuite de rendre incompatible le titre de maire ou officier municipal avec les fonctions d'officier de la garde nationale.

M. Coupé proposoit pour amendement que les officiers de judicature ne pussent pas exercer les fonctions de garde national. Cet amendement a été ajourné jusqu'à l'organisation des milices nationales , & l'article suivant a été adopté.

« Les maires & autres membres des corps municipaux , ainsi que les procureurs de la commune & leurs substitués , ne pourront exercer en même temps les fonctions municipales & celles de la garde nationale ».

Un quatrième article portoit sur les choix à faire par les assemblées primaires , à la pluralité relative des suffrages au scrutin de *liste double*.

M. de Mirabeau a attaqué la forme du scrutin de *liste double* , comme ne pouvant pas exprimer le vœu de la pluralité , comme favorisant les combinaisons & les intrigues qui sont si naturelles à prévoir dans toute élection un peu ambitionnée , & comme tendantes à donner

quelquefois au vœu du petit nombre la préférence qui ne devrait jamais appartenir qu'à la pluralité.

M. de Mirabeau a relevé encore d'autres défauts qu'il trouvoit dans le scrutin de liste double, tels qu'il les avoit déjà développés dans le *courrier de Provence*, N°. 72. Il a proposé en conséquence de substituer de nouveaux articles, tels qu'on les lit dans le même ouvrage périodique à la page 4; on y distingue le sixième article, dans lequel il donne la préférence, en cas de concours, au citoyen marié sur le célibataire, & au père de la plus nombreuse famille, loi aussi morale que politique, & bien digne de la constitution d'un peuple qui veut se régénérer! car si les mœurs sont ordinairement les loix chez les peuples nouveaux, les loix doivent refaire les mœurs chez les nations vieilles & corrompues.

M. le duc de la Rochefoucault, sur la motion de qui le scrutin de liste double avoit été adopté, est venu le justifier. » En général, a-t-il dit, on peut regarder comme impossible une bonne méthode d'élection; il faudroit trouver un moyen de déterminer le nombre des éligibles; alors le calcul donneroit une bonne méthode d'élection. Il y a un moyen déjà connu & publié, c'est le scrutin préparatoire, par lequel ceux qui, au premier tour de scrutin, n'auroient pas cinq ou six suffrages, seroient exclus; il est naturel de penser que celui qui, sur quatre-vingt suffrages n'en réunit pas six, n'a pas un grand mérite. Cette première élimination restreindroit les éligibles à un si petit nombre, qu'un autre tour de scrutin rempliroit la condition par la pluralité absolue. »

» M. de la Rochefoucault persistoit à croire que le scrutin de liste double devoit subsister, & qu'à l'égard du procédé des élections on pouvoit adopter les observations de M. de Mirabeau. »

Ici M. de Foucaud, plus occupé du comité des recherches que de la question des scrutins, a pris la parole pour

assurer que dans les pièces remises au comité, il n'y avoit rien qui pût alarmer la tranquillité publique, & qu'il invitoit celui qui s'étoit vanté de trouver le fil de la dernière insurrection de se rendre à l'assemblée du comité qui alloit se tenir : cette inviolation *intempestive* n'a servi qu'à faire réclamer de plus fort l'ordre du jour.

M. Duport a en conséquence repris la question du scrutin de liste double, qui, selon lui, déjonoit mieux que les autres les manœuvres & les intrigues. Il pensoit bien, avec M. de Mirabeau, qu'il étoit impossible, avec la liste double, d'avoir la pluralité absolue, mais il ne la croyoit nécessaire dans aucun cas. Il pensoit que la méthode de M. de Mirabeau dégageoit, à la vérité, le scrutin d'une foule d'éligibles qui n'avoit que cinq ou six voix, mais qu'elle ne donnoit pas mieux que les autres la majorité intentionnelles des électeurs.

M. de Virieux s'est déclaré pour le scrutin ordinaire & individuel, qu'il trouvoit, avec raison, le plus simple & le plus propre à obtenir le véritable vœu des électeurs.

M. Desmeuniers a observé que le scrutin individuel avoit été adopté pour les places de maires & autres places essentielles ; mais que pour toutes les autres, il étoit nécessaire de mettre un terme à la durée des scrutins ; qu'enfin on ne pouvoit songer à la perfection dans cette matière.

En effet, la sagesse humaine semble condamnée à n'avoir que le choix des inconvéniens, sur-tout en cette matière où les plus savans calculateurs conviennent qu'il est impossible de trouver une certaine perfection, & que personne n'a publié encore, d'une manière positive, le tableau des avantages & des inconvéniens des divers formes de scrutin.

La question préalable a été réclamée, sur les articles de M. de Mirabeau, & l'assemblée a décrété qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

L'article a ensuite été mis aux voix, & décrété en ces termes.

» Les électeurs seront choisis par les assemblées primaires, à la pluralité relative des suffrages, en un seul scrutin de liste double du nombre des électeurs qu'il faudra nommer. »

L'article suivant n'a éprouvé aucune difficulté ; il est conçu ainsi : » Les membres de l'administration de département & de districts seront choisis par les électeurs, en trois scrutins de liste pareillement double ; à chaque scrutin, ceux qui auront la pluralité absolue, seront définitivement élus, & le nombre de ceux qui resteront à nommer au troisième scrutin, sera rempli à la pluralité relative.

Après que ces différens articles ont été décrétés, M. Regnaud a remis en vigueur le sixième article de la motion de M. de Mirabeau, sur la méthode de procéder aux élections. Il a fait sentir tous les effets politiques & maulaux qui pouvoient résulter de l'article qu'il proposoit en ces termes :

» En cas d'égalité de suffrages, la préférence sur le célibataire sera donnée à l'homme qui est ou qui a été marié ; entre les hommes mariés, à celui qui a ou qui a eu le plus grand nombre d'enfans ; & entre ces derniers, au plus âgé. »

On croiroit d'abord que cette proposition favorable aux mœurs, n'a pas trouvé de contradicteurs dans une assemblée législative ; cependant M. de Montlaugier a trouvé les motifs minutieux, & la proposition *mesquine* ; il a demandé la question préalable sur l'article.

Cependant, qui ignore que César donna des récompenses à ceux qui avoient beaucoup d'enfans, & qu'Auguste, en augmentant ces récompenses en faveur des pères de nombreuses familles, imposa des peines nouvelles à ceux qui n'étoient point mariés ? Comment donc M. de Montlaugier pouvoit-il s'opposer à ce que les régénérateurs de la liberté ne fussent pas aussi bienfaiteurs que les pères du despotisme ? aussi M. Prieur disoit que la question préalable sur cet article étoit une proposition honteuse, & qu'on ne

pouvoit la réclamer, ni sur un point de constitution, ni sur une loi morale : « L'âge, a-t-il dit, est une considération intéressante ; mais il faut convenir que le père de famille mérite des distinctions dans la société. Je réclame l'adoption d'une loi dont les Romains, dans le bel âge, nous ont donné l'exemple.

On auroit pu accuser de *mesquinerie*, a dit M. Target, l'édit de Louis XIV, qui avoit le défaut d'être appliqué à des cas très-rares, & d'accorder une mince pension ; mais le droit d'administrer son pays est assez précieux pour devoir faire l'objet d'un décret.

Un membre du clergé a soutenu cependant encore la question préalable. Ce n'étoit pas sans doute au clergé à sentir le prix des prérogatives accordées par les républiques anciennes au mariage & au nombre d'enfans ; mais les législateurs & les publicistes ne doivent pas oublier qu'à Rome les gens mariés qui avoient le plus grand nombre d'enfans, étoient toujours préférés dans la poursuite & dans l'exercice des honneurs publics. Le consul qui avoit le plus d'enfans ne prenoit-il pas le premier les faisceaux ? n'avoit-il pas le choix des provinces ? le sénateur qui avoit le plus d'enfans n'étoit-il pas écrit le premier dans le catalogue des sénateurs ? ne disoit-il pas au sénat son avis le premier ; enfin, ne parvenoit-on pas avant l'âge aux magistratures, parce que chaque enfant dispensoit d'une année ?

Ces grandes vues de la législation ont échauffé le zèle de M. Barnave. « Il seroit peu honorable pour cette assemblée, a-t-il dit, d'écarter une si belle motion par la question préalable ; on objecte qu'elle a trop peu d'importance dans son application, & qu'elle est trop minutieuse pour la constitution : il est inconcevable d'appeler *minutieuse* la prérogative d'administrer sa patrie. Consacrez ce principe, il deviendra fécond en l'appliquant aux magistratures, aux municipalités, aux assemblées nationales. Cette préte-

tence des pères de familles sera d'un emploi très-utile dans la régénération publique ».

On alloit aux voix sur la question préalable, lorsqu'un curé est monté à la tribune, pour proposer l'amendement qui suit : « Lorsque l'homme marié sera séparé juridiquement de son épouse, le célibataire sera préféré. »

Cet amendement a excité de vives réclamations ; on disoit que ce seroit préjuger des questions importantes, & que ce seroit manquer de prévoyance & de sagesse, de traiter, dans ce moment, un pareil objet. M. Dumetz a très-bien présenté la manière de délibérer, & l'on est allé aux voix pour admettre la question préalable sur l'amendement du curé ; quant à l'article proposé par M. Regnaud, il a été ajourné.

La conduite illégale & dure du prévôt général de Provence, dans les procédures qui ont été la suite des troubles de Marseille, avoit été déjà dénoncée par M. de Mirabeau à la séance du 25 Novembre. L'affaire est devenue plus grave par la preuve des faits imputés à ce prévôt ; & il faut convenir que la défaveur naturellement attachée à ces tribunaux du despotisme, a été fortement augmentée par le refus qu'a fait le prévôt d'exécuter les décrets de l'assemblée qui ont rendu la *procédure publique* & donné un conseil à l'accusé.

M. Goupilleau a fait un excellent rapport de la réclamation des citoyens de Marseille ; mais le projet du décret délibéré par le comité, a paru bien mal assorti aux faits & aux principes de la cause. Aussi M. le rapporteur s'est-il empressé d'accéder au projet de décret proposé par M. de Mirabeau.

M. l'évêque de Nanci a lu une lettre de M. de Caraman, qui annonçoit que *l'éloignement des prisonniers pendant deux ans suffiroit pour la paix publique à Marseille* ; cette lettre a produit peu d'effet, ainsi que la motion de M. Bouche, de M. l'abbé de Villeneuve & de M.

Target, qui demandoit que le prévôt fût entendu à la barre

Il y a apparence que la justice prévotale, livrée à des hommes élevés dans les camps, ne conviendrait pas au régime de la liberté, & que l'exemple du prévôt de Provence ne sera pas heureux; voici le décret qui a été rendu vers les quatre heures.

L'assemblée nationale a décrété, 1°. que son président se retirera pardevant le roi, pour le supplier de faire renvoyer pardevant les officiers de la sénéchaussée de Marseille, les procès criminels instruits depuis le 19 août dernier, par le prévôt général de Provence, contre les sieurs Rebecqui, Granet, Pascal & autres; d'ordonner que ceux des accusés qui seront détenus à suite des décrets de prise de corps, laïés par le prévôt, seront transférés dans les prisons royales de Marseille, pour y être jugés en dernier ressort.

2°. Que la copie des requêtes présentées par trois des accusés au prévôt-général de Provence, au bas desquelles sont les conclusions du procureur du Roi, & les ordonnances des 20 & 25 novembre dernier, seront renvoyées au procureur du Roi du Châtelet de Paris, pour y être donné les suites convenables.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.